

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Operation-Condor-Michelini-un-meurtre-sur-ordre>

Opération Condor : Michelini, un meurtre sur ordre

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Plan Condor - Plan Condor uruguayen -

Date de mise en ligne : dimanche 14 novembre 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le sénateur uruguayen a été exécuté en 1976 en Argentine. L'ordre avait été donné par un général uruguayen et rempli par un sous commissaire argentin.

Par [Daniel Santoro](#)

[Clarín](#), le 11 novembre 2004

[Leer en español](#)

[Zelmar Michelini] Le meurtre de l'ex sénateur uruguayen Zelmar Michelini intervenu à Buenos Aires pendant le Proceso fut ordonné par l'ex chef de l'armée uruguayenne générale Gregorio Alvarez et exécuté par un sous commissaire de la Police Fédérale argentine, selon une enquête exhaustive sur l'appareil de coordination répressive des dictatures du Cône Sud connu comme Plan Condor.

L'information est publiée dans le livre "Opération Condor" du journaliste américain John Dinges, un ex correspondant en Amérique latine du quotidien The Washington Post.

Dans une interview avec Dinges, l'ex chef d'Intelligence de la police uruguayenne, Hugo Campos Hermida, a affirmé que l'ordre d'assassiner à Michelini a été donné par Alvarez parce qu'il considérait que l'ex sénateur offrait "appui" aux Tupamaros en Argentine. Campos Hermida a dit que, en principe, l'ordre était d'enlever Michelini et de le rapatrier en Uruguay, mais qu'il a changé d'idée sur le chemin et "il a envoyé un fonctionnaire de liaison pour demander aux argentins pour qu'ils l'achèvent en Argentine".

Selon une enquête de Clarin sur la base de dossiers secrets de la SIDE et de Migrations, la dictature argentine avait décidé d'expulser à Michelini le 26 avril 1976, mais l'ordre n'a pas été rempli étrangement et le 19 mai l'ex sénateur a été enlevé dans l'hôtel Liberty par 15 présumés policiers. Le 23 mai de cette année l'ex sénateur et trois autres Uruguayens ont été assassinés par balle dans une voiture au croisement des avenues Perito Moreno et Dellepiane.

Le livre de Dinges cite une source du Batallón d'Intelligence 601 de l'Armée argentine qui lui a assuré que le sous commissaire de la Police Fédérale argentine Miguel Angel Trimarchi a admis qu'à cette époque il a emmené quatre prisonniers au quartier général de la Fédérale. "ils m'ont dit que je devais les tuer, donc je suis sorti du bâtiment, je suis monté dans la voiture et j' ai séparé un d'eux avec des coups. Et j'ai tiré sur les quatre ", aurait-il ajouté. "Trimarchi s'est assuré qu'on découvre les restes en envoyant un patrouilleur au lieu où il avait laissé la voiture avec les cadavres. Quand l'officier de police est arrivé sur le lieu, il a communiqué par radio avec Trimarchi en disant qu'il ne voyait pas quatre cadavres, mais deux", affirme t-il. Devant ce commentaire, Trimarchi répond : "Regard dans le coffre et tu trouveras deux de plus".

Clarin a confirmé dans les archives du Centre d'Études Légales et Sociales (CELS) qu'un officier de la Fédérale avec ce même nom a agi dans le « Groupe de tâches » (Grupo de tareas) de la Surintendance de Sécurité Fédérale argentine. En outre, en 2000 la Bibliothèque Nationale avait engagé à une entreprise de sécurité où a travaillé ce commissaire. Cet officier a été arrêté par le juge fédéral Rodolfo Canicoba Corral dans le procès sur le massacre de Fátima, Pilar, produit en 1976 quand ont été tués et dynamités 25 prisonniers politiques en représailles à une bombe mise dans la Coordination Fédérale.

Mais Trimarchi a affirmé qu'à cette époque "il était en congé" a cause d'un problème à une main provoqué par l'explosion d'une bombe et le juge lui a déclaré cette année la non recevabilité. Ce procès dans lequel est traité l'ex chef du Premier Corps, général Guillermo Suárez Mason, est maintenant suivi par le juge Daniel Rafecas.